

ITEM 4 – SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE
73^e SESSION ORDINAIRE DE LA CADHP – BANJUL

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de m'adresser à vous aujourd'hui au nom du Réseau maghrébin contre la peine de mort et d'ECPM-Ensemble contre la peine de mort.

La Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, la Coalition Marocaine contre la Peine de mort, l'Association mauritanienne des droits de l'Homme, la Coalition Tunisienne contre la Peine de mort et Ensemble contre la Peine de mort, appellent la CADHP à renforcer le dialogue avec les Etats du Maghreb en vue de l'abolition de la peine de mort.

Les Etats du Maghreb sont engagés à la mise en œuvre de plusieurs conventions internationales qui prévoient notamment le respect du droit à la vie et l'interdiction de toute forme de torture, de traitement inhumain cruel et dégradant.

La Charte Africaine des droits de l'Homme et de Peuples dispose en son article 4 que « Tout être humain a droit à l'intégrité physique et morale ». Dans son Observation générale n°3 sur l'article 4 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Commission rappelait que « *le droit international exige que les États qui n'ont pas encore aboli la peine de mort adoptent des mesures dans ce sens* ». Elle rappelait aussi que « *les États qui observent un moratoire sur la peine de mort doivent adopter des mesures pour formaliser l'abolition dans leur législation [...]. Outre l'arrêt des exécutions, un moratoire complet sur la peine de mort couvrirait également les condamnations, les procureurs s'abstenant de requérir la peine de mort ou les juges choisissant de ne pas l'appliquer.* »

L'Algérie et la Tunisie votent depuis plusieurs années en faveur de la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies appelant à un moratoire universel sur l'application de la peine de mort mais la Mauritanie et le Maroc s'abstiennent.

L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie n'ont pas exécuté depuis près de 30 ans. En dépit de ce moratoire de fait, dans ces Etats des condamnations à mort continuent d'être prononcées ; en 2021, au moins 9 en Algérie, 10 au Maroc, 60 en Mauritanie, et 36 en Tunisie.

Dans ces pays en moratoires de fait, les personnes condamnées à mort sont victimes de plusieurs formes de violations des droits de l'Homme. La jurisprudence internationale considère que le risque d'être exécuté du jour au lendemain et l'attente d'une mort annoncée peuvent être considérées en elles-mêmes comme une forme de torture. Ceci est d'autant plus vrai dans les pays en moratoire de fait, dans lesquels l'attente revêt un caractère indéfini.

Alors que cette année, les Etats seront à nouveau appelés à voter en faveur de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à l'instauration d'un moratoire universel sur l'application de la peine de mort, la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, l'Association mauritanienne des droits de l'Homme, la Coalition Marocaine contre la Peine de mort, la Coalition Tunisienne contre la Peine de mort et Ensemble contre la Peine de mort, appellent les Etats du Maghreb ;

- à abolir la peine de mort pour tous les crimes,
- à favoriser l'instauration d'un dialogue national,
- à garantir le respect des droits des détenus y compris des détenus condamnés à mort, et à commuer les condamnations,
- à voter en faveur de la résolution de l'AGNU appelant à un moratoire universel sur l'application de la peine de mort en décembre 2022,
- à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- à soutenir l'adoption du projet de Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant sur l'abolition de la peine de mort en Afrique.